

Document: EB 2012/LOT/G.20
Date: 13 décembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Fondation Business in Development (BiD) Network

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Chef du Secrétariat des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Fondation Business in Development (BiD) Network: Programme de renforcement de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique grâce à l'investissement de la diaspora dans l'agriculture	3

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1,5 million d'USD.

Première partie – Introduction

1. Le présent rapport recommande l'appui du FIDA à la fondation Business in Development (BiD) Network.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Fondation Business in Development (BiD) Network: Renforcement de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique grâce à l'investissement de la diaspora dans l'agriculture.
3. Les objectifs et la teneur du programme de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de don.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et des technologies éprouvées et/ou innovantes, assorties des politiques et institutions ad hoc, qui soutiendront le développement agricole et rural pour donner aux femmes et aux hommes pauvres vivant dans les zones rurales de pays en développement les moyens d'être autonomes et, partant, de s'assurer des revenus plus élevés et une meilleure sécurité alimentaire.
5. Le programme vise à obtenir les résultats suivants: a) promotion d'activités innovantes et création de technologies et d'approches innovantes en faveur du groupe cible du FIDA; b) promotion d'actions de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les questions qui préoccupent les populations rurales pauvres par et pour le compte de ce groupe cible; c) renforcement des capacités des institutions partenaires pour la fourniture d'une gamme de services favorables aux populations rurales pauvres; et d) promotion des enseignements tirés de l'expérience, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions relatives à la réduction de la pauvreté en milieu rural auprès des parties prenantes à travers et dans les régions.
6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats attendus de la politique révisée du FIDA en matière de dons.

Le programme proposé pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique grâce à l'investissement de la diaspora dans l'agriculture contribue à la réalisation des résultats attendus a), c) et d) de la politique du FIDA en matière de dons. Les objectifs du programme sont les suivants: i) identifier et promouvoir des mécanismes d'investissement en faveur des pauvres dans les zones rurales pour dissémination, reproduction et élargissement; ii) renforcer les capacités de la diaspora et promouvoir la transformation de ses membres en agents de développement; et iii) encourager des stratégies multiformes qui amènent les diasporas du monde entier à entrer en contact avec des entreprises privées et la société civile de leurs communautés d'origine, au sein des gouvernements nationaux et locaux et de la communauté internationale.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de renforcement de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique grâce à l'investissement de la diaspora dans l'agriculture, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la fondation Business in Development (BiD) Network à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Fondation Business in Development (BiD) Network: Programme de renforcement de la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique grâce à l'investissement de la diaspora dans l'agriculture

I. Contexte

1. La diaspora joue un rôle vital dans le développement du pays d'origine. Les migrants favorisent les relations transfrontalières grâce à l'envoi de fonds, aux investissements, au tourisme, au commerce et au transfert des connaissances. Ceci s'observe tout particulièrement dans les pays déchirés par les conflits ou sortant de conflits. Les envois de fonds des migrants procurent une bouée de sauvetage aux ménages et aux communautés là où les autorités locales ne peuvent plus assurer le développement et la réduction de la pauvreté.
2. En reconnaissant le rôle essentiel de la diaspora dans l'appui aux moyens de subsistance, le FIDA a engagé une concertation avec le Gouvernement de Somalie, l'un des pays les plus sévèrement frappés par les conflits dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN). On estime que la Somalie reçoit près de 1 milliard d'USD par an en envois de fonds, un montant supérieur à celui qu'elle perçoit de l'aide internationale. Lors du Forum international pour le développement rural qui s'est tenu en 2010 en Somalie, des représentants de la diaspora, du gouvernement, des agences de développement et de l'université ont engagé un dialogue mettant en avant les priorités et les possibilités d'actions conjointes pour promouvoir le développement local.
3. L'approche innovante proposée, qui prône l'investissement de la diaspora dans l'agriculture, s'appuie sur l'initiative du Forum somalien. Elle soutient également l'initiative Investissement de la diaspora dans l'agriculture (IDA) lancée par le FIDA, via son Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères des États-Unis.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Le programme captera le capital en provenance de la diaspora pour des activités de développement durable bénéfiques aux ménages ruraux pauvres. Les envois de fonds répondent à des besoins à court terme, et les orienter vers du développement durable à plus long terme demeure un défi. Les investissements sont pourtant essentiels pour les États fragiles ou sortant d'un conflit car ces pays sont déjà confrontés à des problèmes d'insécurité alimentaire. Ils sont souvent tributaires des importations de denrées alimentaires et enregistrent dans leurs zones rurales une forte émigration des jeunes et de la main-d'œuvre.
5. Ces difficultés ne doivent pas masquer le fait qu'il y a aussi des possibilités pour certaines catégories d'investisseurs dans les États postconflit. Grâce à leurs liens étroits avec leurs communautés d'origine, les investisseurs migrants sont plus désireux d'investir dans leurs pays que des investisseurs étrangers. Ils bénéficient d'une bonne compréhension de la culture, des conditions et risques locaux et sont plus à même de tirer profit des possibilités de l'agro-industrie dans leurs pays d'origine.
6. Plusieurs marchés clés ont été identifiés là où une demande forte d'investissement extérieur s'accompagne de grandes perspectives en faveur du développement local. Ce programme soutiendra l'investissement dans les filières de produits alimentaires de base ou dans l'agro-industrie, secteurs qui contribuent à la croissance rurale et à la création d'emploi. Des modèles de projet seront élaborés et adaptés pour minimiser les risques et faciliter l'investissement pour les investisseurs et les producteurs. Enfin, des mécanismes précis de reproduction

et d'élargissement d'échelle seront conçus à l'attention des partenaires de la diaspora dans le secteur de l'agro-industrie et des filières agricoles; ils seront accessibles via des canaux adaptés pour permettre leur exécution par la diaspora dans les pays où le FIDA intervient.

7. Le programme proposé ciblera la Somalie et Djibouti. Ces pays font face à une sérieuse crise alimentaire, à laquelle s'ajoutent de vastes déplacements de population, des conflits toujours actifs, d'énormes contraintes à l'accès humanitaire, des interruptions dans les échanges commerciaux, et la saturation des mécanismes d'adaptation des ménages suite à la flambée des prix alimentaires et à la faible pluviosité.
8. Le programme soutient la stratégie du FIDA pour le développement rural en permettant aux femmes et hommes ruraux pauvres et à leurs organisations de gérer des activités agricoles et non agricoles rentables, durables et adaptables, ou de tirer avantage de possibilités de travail décent. Le programme couvre trois des quatre principaux objectifs de la politique du FIDA en matière de dons, à savoir: i) promouvoir des activités et des approches innovantes en faveur du groupe cible du FIDA; ii) renforcer la capacité des institutions partenaires à fournir une gamme de services favorables aux populations rurales pauvres; et iii) accentuer les enseignements tirés de l'expérience, la gestion des savoirs et la diffusion de l'information sur les questions relatives à la réduction de la pauvreté en milieu rural auprès des parties prenantes à travers et dans les régions.

III. Le programme proposé

9. Le principal objectif du programme est de promouvoir un investissement agricole favorable aux pauvres au sein d'initiatives locales pour le développement économique et l'emploi, et de renforcer la sécurité alimentaire en Somalie et à Djibouti.
10. Le programme vise à:
 - identifier et promouvoir des mécanismes d'investissement favorables aux pauvres en milieu rural, pour dissémination, reproduction et élargissement;
 - renforcer les capacités de la diaspora et encourager la transformation de ses membres en agents de développement; et
 - encourager des stratégies multiformes qui amènent les diasporas du monde entier à entrer en contact avec des entreprises privées et la société civile de leurs communautés d'origine, au sein des gouvernements nationaux et locaux et de la communauté internationale.
11. Le groupe cible est composé de 15 à 20 organisations à sélectionner par voie concurrentielle. Ces organisations comprennent des ONG, des associations caritatives gérées par la diaspora, des organisations de la société civile, des agences de développement, des fondations privées et des entreprises du secteur privé. Les bénéficiaires in fine des projets primés, financés par le programme et la diaspora, sont des personnes rurales pauvres (petits exploitants agricoles, gens sans terre, ouvriers, éleveurs, petits pêcheurs et microentrepreneurs) en Somalie et à Djibouti, qui sont confrontées à des défis pour faire face à tout ce qui menace la sécurité alimentaire, notamment la sécheresse, les inondations, la maladie, les fluctuations de prix, le changement climatique et les conflits.
12. Le programme durera quatre ans et comportera les trois composantes suivantes:
13. **Composante 1: recherche et cartographie**
Le programme validera des possibilités, enjeux et besoins en renforcement des capacités liés à l'investissement agricole dans des territoires sélectionnés. Ces

interventions spécifiques supposent que soit dressé un inventaire à plusieurs niveaux: i) producteur/produit: analyse de marché de produits spécifiques, capacité de production et identification de groupes de producteurs et de filières; ii) aide publique: programmes d'incitation du gouvernement (programmes de facilitation de l'investissement, régime fiscal avantageux pour les investisseurs de la diaspora, programmes d'encouragement à l'exportation, etc.); et iii) partenaires: public concerné, organisations privées ou internationales travaillant dans les zones d'intervention, pour l'établissement de synergies.

14. Dans l'intervalle, le programme dressera une carte de modèles réussis de projets agricoles dans des contextes similaires en privilégiant certaines cultures à haute valeur ajoutée et les perspectives de création de filières. Les informations obtenues seront collectées et diffusées via l'IDA par l'intermédiaire de rapports et de la plateforme virtuelle lancée par la fondation BiD Network pour informer les demandeurs et investisseurs potentiels.

15. **Composante 2: possibilités d'investissement et modèles à reproduire**

Cette composante identifiera et cofinancera des possibilités d'investissement prometteuses dans l'agriculture et l'agro-industrie, ainsi que des mécanismes d'investissement viables, durables et susceptibles d'être reproduits et élargis. Ce don servira à mettre en relation les investisseurs potentiels de la diaspora et les investissements de leur communauté d'origine par l'intermédiaire d'une plateforme en ligne. Un appel à propositions permettra d'identifier les idées et modèles les plus novateurs et viables pour traiter les questions de la sécurité alimentaire, les filières agricoles et l'investissement de la diaspora par l'intermédiaire d'initiatives conjointes avec les communautés locales.

16. Les propositions seront examinées par le comité d'investissement. Jusqu'à 50 finalistes pourront être invités à soumettre une proposition complète; les 15 à 20 lauréats sélectionnés recevront un don d'un montant de 100 000 USD maximum (pour les investissements commerciaux) et de 50 000 USD maximum (pour de petits investissements dans des microentreprises dont les investisseurs de la diaspora ne sont pas totalement propriétaires). Les dons ne seront attribués qu'en contrepartie d'un investissement de la diaspora. Les estimations tablent sur un équilibre, mais selon les partenaires du projet il est probable que les investissements de la diaspora seront d'un montant plus élevé que les dons de contrepartie.
17. Les propositions retenues présenteront: i) une approche stratégique fondée sur les actifs naturels et socioculturels, les moyens d'existence et les besoins des communautés rurales concernées; et ii) un système viable de gouvernance qui garantisse coordination et maillage, et ce verticalement et horizontalement. Une attention toute particulière sera portée aux propositions renforçant les capacités des institutions locales au service des pauvres et favorisant la création d'emplois en milieu rural. Plus précisément, les dons subsidiaires seront notés en fonction d'une série d'indicateurs évaluant à la fois la viabilité économique de l'investissement et son impact sur un certain nombre d'enjeux de développement essentiels (notamment la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la parité hommes-femmes).

18. **Composante 3: renforcement des capacités**

Cette composante renforcera les capacités des organisations locales à fournir des perspectives d'investissement dans l'agriculture et à développer et maintenir efficacement des relations transfrontalières avec des groupes d'investisseurs de la diaspora.

19. Les activités du programme comprendront:

- formation à la mobilisation des ressources et au développement d'initiatives agricoles durables, destinée aux associations de migrants, aux gestionnaires de fonds d'investissement de la diaspora, aux coopératives agricoles, aux entrepreneurs et aux communautés locales;
- renforcement des capacités des centres locaux d'expertise en appui au développement économique;
- retours temporaires et/ou programmes d'échanges professionnels axés sur la transmission de l'expertise de la diaspora dans le domaine de l'agriculture aux agriculteurs ou techniciens locaux en Somalie et à Djibouti;
- formation des fonctionnaires du gouvernement à promouvoir l'établissement de cadres propices à la production locale; et
- assistance technique aux communautés rurales et aux partenaires locaux pour que progresse la capacité des différents acteurs au sein de la filière.

IV. Produits et avantages escomptés

20. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- Résultat 1: 15-20 projets innovants sélectionnés par voie concurrentielle et financés par des dons de 20 000 USD à 100 000 USD pour la mise en œuvre d'initiatives d'une durée de deux ans maximum.
- Résultat 2: mobilisation du capital de la diaspora pour un montant au moins égal à 910 000 USD. Ce résultat garantira une meilleure appropriation des activités agro-industrielles nouvellement établies et renforcera la durabilité.
- Résultat 3: renforcement des capacités et assistance technique fournies aux projets retenus par des spécialistes de l'organisme bénéficiaire du don, le FIDA, et d'autres experts issus d'organisations de développement ou des milieux universitaires.
- Résultat 4: mise en œuvre d'activités d'échange de savoirs. Celles-ci comprennent: l'organisation d'événements pour accroître l'engagement des organisations de la diaspora; la création de plateformes IDA online pour partager les meilleures pratiques et les leçons tirées de l'expérience, et identifier les possibilités de reproduction et d'élargissement; et l'établissement de liens avec le réseau régional du FIDA pour la région NENA (KariaNet).
- Résultat 5: engagement plus grand des communautés de la diaspora dans le dialogue avec les partenaires du développement, dans les efforts de développement local et dans les initiatives de réconciliation fondées sur la croissance et le développement économiques dans leurs pays d'origine.

V. Modalités d'exécution

21. En raison de la très grande technicité requise pour la mise en œuvre de ce don, c'est la fondation BiD Network qui a été choisie suite à une procédure d'appel d'offres lancée par le FIDA. Elle a été retenue sur la base des preuves fournies en termes de présence au pays, des liens noués avec des groupes de la diaspora africaine et de la stratégie de partenariat proposée. Cette fondation a été créée en 2005 avec pour objectif de contribuer à une croissance économique durable via l'entrepreneuriat. Elle jouit d'une solide expérience dans l'instauration de liens

entre la communauté d'investisseurs de la diaspora et les entrepreneurs africains et a créé une plateforme pour faciliter ces liens. Elle fait état d'opérations dans des zones postconflit et a géré plusieurs projets d'appui à l'investissement agricole par les diasporas des pays suivants: Kosovo, territoires palestiniens, Rwanda, Ouganda, Libéria et Burundi.

22. Le programme sera supervisé par le FIDA et exécuté conformément aux procédures de gestion financière du FIDA et à ses directives en matière de passation des marchés, de rapports financiers, d'audit et de flux de fonds.
23. Le don fait appel à deux réseaux de nature différente: i) un réseau de partenaires essentiels disposant des *compétences* nécessaires pour atteindre les objectifs de ce don; ii) le réseau plus large d'organisations de la diaspora qui sont susceptibles d'apporter les *ressources* permettant de reproduire à plus grande échelle l'intervention mise au point grâce au don. La fondation BiD Network rendra des comptes au FIDA sur l'ensemble des résultats du programme, l'administration des fonds et la gestion du programme. Elle coordonnera et dirigera un consortium de partenaires de développement présentant une expérience appropriée dans les domaines de l'agriculture (le Somali Agricultural Technical Group et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI]), de la diaspora somalienne (Himilio Relief et Development Association) et de la formation à la gestion pour les petites et moyennes entreprises en Afrique (InvesteQ Capital). Les partenaires travailleront en sous-traitance avec la fondation BiD Network grâce à un accord de partenariat. Les fonds seront décaissés par tranches annuelles, au vu de l'approbation des plans et budgets annuels et sur examen des rapports financiers. En particulier, les fonds dédiés à la composante investissement seront transférés à InvesteQ et reversés à des sous-bénéficiaires conformément à des directives spécifiquement édictées pour répondre aux exigences du FIDA. InvesteQ sera également soumis à un audit annuel. Les états financiers annuels audités pour le don seront soumis au FIDA, avec consolidation des dépenses induites par les sous-bénéficiaires, lesquels auront à rendre compte à la fondation BiD Network de l'utilisation de ces fonds. La Fondation sera responsable de la gestion de l'ensemble des fonds. Les décaissements prendront la forme d'avances reposant sur les plans de travail et budgets annuels et sur des états de dépenses justifiant au moins 75% des précédentes avances, ainsi que sur la réception des audits annuels.
24. La fondation BiD Network mettra en place une équipe de coordination du programme qui se réunira trimestriellement pour évaluer l'avancement du programme et planifier la suite des opérations. Elle soumettra des rapports descriptifs et financiers semestriels au FIDA, ainsi que des rapports financiers et d'audit annuels. Un comité de pilotage et un comité d'investissement contribueront également à la mise en œuvre du programme. Ces deux comités se réuniront au moins deux fois par an, sauf demande contraire. La fondation BiD Network sera responsable des activités de suivi-évaluation et de la coordination avec le comité de pilotage, auquel elle rendra compte. Avant le démarrage du programme et en collaboration avec le FIDA, la Fondation définira des indicateurs de performance clés pour mesurer les produits, les résultats et l'impact. Des études au commencement et à l'achèvement du programme seront effectuées pour mesurer les résultats de ce programme sur le groupe cible. Une fois le programme terminé, un rapport final sur l'impact sera également soumis au FIDA.
25. Des orientations indicatives seront préparées sur le recouvrement des coûts pour les projets financés par dons. Des plans finaux pour le recouvrement des coûts seront soumis par des bénéficiaires potentiels en tant qu'élément de leurs propositions complètes. Pour les projets sociaux ne générant pas de revenus ni de recettes, les propositions fourniront une stratégie réaliste pour garantir la durabilité des résultats du projet au terme de la subvention.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

26. Ce programme d'une durée de quatre ans sera financé par le FIDA par l'intermédiaire d'un don de 1,5 million d'USD, et cofinancé par des fonds supplémentaires provenant du Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds mis en place par la Division des politiques et du conseil technique par le biais d'un don distinct de 0,2 million d'USD. Le coût total du programme sera donc de 1,7 million d'USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Études, assistance technique et ateliers de travail	390 000	
2	Dons en faveur de l'investissement	910 000	
3	Coûts administratifs (personnel, voyages, coûts de fonctionnement)	110 000	200 000
4	Frais généraux	90 000	
	Total	1 500 000	200 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Improved food security in Somalia and Djibouti	% and absolute increase in food production amongst programme-affiliated SME agribusinesses and social enterprises. % increase in jobs in the agribusiness sector	Grant recipient reports Evaluations and survey reports	
Development Objective	Identify and promote pro-poor investment mechanisms in rural areas for dissemination, replication and scaling-up; Build diaspora capacities and promote the transformation of diasporas into agents of development Encourage multi-pronged strategies that bring global diasporas into contact with private enterprises and civil society in their home communities, local and national governments, and the international community.	% increase in agribusiness investments in Somalia Improved family incomes benefiting at least 5,000 persons	Grant recipient reports Evaluations and survey reports	Relatively stable conditions in terms of war and ecological disasters Access to local food production by the rural poor
Outcomes	Agribusiness in Somalia and Djibouti increase their sales and gain better access to finance instruments Additional jobs are created by SMEs Successful investment mechanisms for rural areas are replicated in Somalia and Djibouti Somali and Djiboutian Diaspora are enabled to promote investment opportunities in the home countries and to engage with private enterprises and civil society in their home communities, local and national governments, and the international community	36 sustainable small and medium-sized agribusinesses/agricultural social increase their sales 20% or more over the life of the programme 25 investment matches are made through Business Angels from the Somalia diaspora community or other interested investors and funds over the life of the project. 288 direct jobs and 749 indirect jobs created in agribusiness value chains in Somalia and Djibouti by programme completion. Two thirds of these jobs are to be created outside of Mogadishu and Hargeisa and at least half of them will be filled by women.	DIA and grant recipient's reports Online verification through surveys and offline random checks on this data by in country partner. Success stories & Annual Reports of consortium partners Manual describing the methodology used for diaspora investing	Diaspora co-funding traced and monitored An acceptable level of security is maintained that enables movement of programme staff, and business investment and growth
Outputs	15-20 innovative projects selected and funded through grants in the range of USD 20 000- 100 000 for projects of up to 2 years in duration. USD \$910,000 capital is mobilized from the market (of amongst others the Somali Diaspora) to match IFAD grants Capacity building and technical assistance to successful proposals provided by experts Knowledge and lessons learned from successful project disseminated through the various events , online platforms and KariaNet Diaspora communities better engaged in dialogue with development partners, in local development efforts and in reconciliation initiatives	Number of innovative projects selected and funded 300 new members registered on BiD Network.org from Somalia, Djibouti or from the Somali diaspora community. 50 selected SMEs are coached on agribusiness development and trained on Ready4Finance. Number of licenses issues to trained SME service providers Number of events held and number of attendants Number of initiatives replicating successful models	Challenges launched on www.bidnetwork.org Factsheets Business Plans Training evaluation sheets Client satisfaction surveys Event reports Entrepreneurs surveys	Investments co-funded with bona fide Diaspora members Diaspora investments do not crowd out local investors